

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico
En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 11 janvier 2024

En décembre 2023, pour le deuxième mois consécutif, l'inflation globale a accéléré, s'établissant à 4,7 % g.a., dépassant les anticipations du marché de 0,1 point de **pourcentage**. Cette accélération,

prévue par les analystes, s'est principalement produite lors la seconde quinzaine du mois de décembre, et serait notamment attribuable à une hausse des prix alimentaires (+7,1 % g.a.) et des services (+5,3 % g.a.). La composante de base de l'inflation, dont la mesure n'intègre pas les prix les plus volatils, comme ceux de l'agriculture ou de l'énergie, s'est établie à 5,1 % g.a., contre 5,3 % g.a. en novembre, poursuivant ainsi sa décélération. La Banque centrale du Mexique prévoit que l'inflation reprendrait sa phase de ralentissement, considérant que le rebond observé en fin d'année 2023 était principalement attribuable à un effet de base.

LE CHIFFRE A RETENIR

4,7 %

Taux d'inflation globale
en décembre 2023
(variation annuelle)

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Les exportations du Mexique vers les Etats-Unis auraient totalisé 440 Mds USD entre les mois de janvier et novembre 2023, selon les données du Bureau du recensement, ce qui représente une augmentation annuelle de 5 %. Le Mexique maintient ainsi sa position de premier fournisseur de biens auprès de son voisin du nord, avec 15,5 % du total des importations étatsuniennes (contre 13,9 % en 2022 sur la même période), devant la Chine (13,9 %), et le Canada (13,7 %). En tenant compte également des importations mexicaines, le total des échanges entre le Mexique et les Etats-Unis s'élève à 740 Mds USD sur les onze premiers mois de l'année, ce qui représente 16 % du commerce total des Etats-Unis sur la période, et fait du Mexique le premier partenaire commercial du pays, devant le Canada (15,2 %) et la Chine (11,3 %).

Les réserves internationales de la Banque centrale du Mexique (Banxico) se sont réduites de 350 M USD au cours de la première semaine de janvier 2024, après avoir connu une série d'augmentation de dix semaines consécutives. Malgré cet ajustement à la baisse, le solde des réserves de change s'élève à 212,4 Mds USD, soit le second montant le plus élevé enregistré depuis 1996. Par ailleurs, la base monétaire, qui comprend les billets en circulation ainsi que les dépôts auprès de la Banque centrale, a enregistré une croissance de 10 % g.a., atteignant près de 3 000 Mds USD.

Selon Kenneth Smith (négociateur en chef du T-MEC, l'accord commercial entre le Mexique, les Etats-Unis et le Canada), les élections présidentielles prévues cette année au Mexique et aux Etats-Unis pourraient affecter négativement les flux de capitaux. Les incertitudes et différends sur le secteur de l'énergie notamment (annulation de permis de production d'électricité et d'exploitation de pipelines, entre autres) pourraient limiter les entrées d'IDE au Mexique dans ce secteur, alors qu'une baisse s'observait déjà en 2023. Kenneth Smith précise que les données actuelles d'IDE sont légèrement supérieures aux montants enregistrés à la fin du mandat du précédent président Enrique Peña Nieto, soit autour de 36 Mds USD, et qu'il n'y a pas eu de rebond significatif des IDE, comme dans d'autres pays tels que le Brésil.

L'agence de notation Moody's met en garde contre les déséquilibres, tant domestiques qu'externes, auxquels serait confrontée l'économie mexicaine au cours de la dernière année du sexennat d'Andrés Manuel Lopez Obrador (AMLO). Le risque majeur associé à la surchauffe de l'économie serait un dérapage de l'inflation et le renforcement du déséquilibre externe. Selon l'agence, la pression croissante de la consommation privée résulterait, entre autres, de la politique d'augmentation du salaire minimum, bien au-delà de l'inflation, et de la hausse persistante du volume des envois de fonds (*remesas*). Le déséquilibre externe serait quant à lui imputable, en partie, au renforcement du peso mexicain, lequel a enregistré une appréciation record d'environ 13 % en 2023. Enfin, le budget expansionniste approuvé par le gouvernement pour 2024, année électorale, pourrait encore renforcer l'excès de demande.

Selon les données de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), le Mexique figure parmi les trois seules économies du G20 (avec la Chine et la Russie) à avoir enregistré une croissance des salaires réels en 2023, malgré un contexte d'inflation élevée. La

plus forte croissance salariale réelle de l'année a été enregistrée en Russie (8 %), suivie de la Chine (5 %) et du Mexique (4 %). En revanche, au sein des économies du G20, les plus fortes baisses de rémunération ont été enregistrées au Brésil, en Italie, en Indonésie et au Japon, selon l'OIT. Dans le cas du marché mexicain, les ajustements du salaire minimum au cours des dernières années (+110 % en termes réels entre 2018 et 2024) ont réduit le nombre de travailleurs en situation de précarité. Au troisième trimestre de 2023, le taux de conditions de travail critiques était de 30,3 %, le meilleur niveau enregistré en 12 ans. Les hausses du salaire minimum enregistrées au cours du sexennat d'AMLO auraient amélioré les revenus du travail de 21 % selon la Commission Nationale des Salaires Minimaux.

Finances publiques

Morena, le parti politique de l'actuel président du Mexique, s'engage à maintenir le soutien financier à l'entreprise nationale pétrolière Pemex en cas de réélection. Pour rappel, le gouvernement d'Andrés Manuel Lopez Obrador aurait versé près de 47 Mds USD à l'entreprise depuis le début du sexennat (fin 2018), sous forme d'injections de capital notamment. En tenant compte des réductions de charge fiscale et de l'octroi de crédits d'impôt, ce soutien s'élèverait à 82 Mds USD. Dans le « Projet pour la nation 2024-2030 » du parti Morena, il est inscrit que le soutien financier à Pemex serait garanti dans le cas où Claudia Sheinbaum (candidate favorite) serait élue présidente en 2024. Le document prévoit également de continuer à renforcer l'entreprise, au nom de la souveraineté énergétique et de l'autosuffisance en hydrocarbure, à travers la construction d'une nouvelle raffinerie, dont l'emplacement et la capacité ne sont pas détaillés.

Selon Octavio Romero, directeur général de l'entreprise nationale pétrolière Pemex, en 2023, les résultats opérationnels de la compagnie se seraient améliorés. Au cours des précédentes administrations (Felipe Calderon et Enrique Pena Nieto), la production quotidienne de pétrole brut aurait diminué respectivement de 530 et de 690 milliers de barils, tandis qu'elle aurait augmenté de 177 milliers de barils par jour sur les cinq premières années du mandat d'AMLO. Concernant Par ailleurs, les réserves prouvées, soit celles dont le potentiel de récupération est élevé, auraient augmenté de 440 millions de barils d'équivalent pétrole (mmbpce), rompant avec une diminution drastique enregistrée lors des deux précédentes administrations (de 1 650 et 6 660 mmbpce respectivement).

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 11/01/2024
Bourse (IPC)	3,78%	+5,68%	55 318 points
Change MXN/USD	-0,29%	-10,24%	16,97
Change MXN/EUR	0,27%	-8,45%	18,63
Prix du baril mexicain	2,28%	+4,66%	67,62

Amérique centrale

La Banque mondiale révisé à la hausse ses prévisions de croissance pour la zone. Selon l'institution, la région Amérique Latine & Caraïbes devrait enregistrer une croissance de 2,2 % en 2023 (+0,7 point par rapport à sa prévision de juillet dernier) et de 2,3 % en 2024 (+0,3 point).

Pays	Prévision 2023 (%)	Prévision 2024 (%)
Belize	4,5	3,5
Costa Rica	5,2	3,9
El Salvador	2,8	2,3
Guatemala	3,4	3,5
Honduras	3,2	3,2
Nicaragua	3,1	3,2
Panama	4,6	5,3

Costa Rica

Les députés ont accepté un prêt de 700 M USD de la BCIE afin de restaurer des infrastructures (ponts, autoroutes et écoles) endommagées lors des importantes inondations de 2022. Ce prêt record sur 20 ans a été approuvé de manière unanime par la Commission des affaires financières de l'Assemblée nationale et impose un taux d'intérêt pondéré de 7,65 % contre 8,87 % dans le projet d'origine. La réduction du niveau du taux d'intérêt a été possible par la mise en place d'une part à taux d'intérêt fixe pour 42,8 M USD de la BCIE et par le cofinancement de la KfW à hauteur de 66,7 M USD.

La Banque Centrale du Costa Rica a acheté pour un montant record de 6,8 Mds de USD auprès du marché des monnaies étrangères - MONEX en 2023. Ces opérations sont supérieures à celles réalisées en 2021 et 2022 cumulées et vise à renforcer les réserves internationales du pays. Ce phénomène a lieu en parallèle de l'appréciation du colon costaricien qui au 10 janvier 2024 retrouve un niveau équivalent son niveau de 2014, soit 520 CRC pour 1 USD.

El Salvador

Les IDE durant l'ère Bukele n'ont atteint que 44 % de leur niveau sous la présidence Cerén. Selon la Banque centrale, les IDE cumulés sur les 17 premiers trimestres de présidence Bukele ont atteint 1,2 Md USD, contre 2,8 Mds USD sur la même période pour son prédécesseur. La pandémie n'explique pas seule ce phénomène, les IDE ayant atteint 293 M USD en 2020 (alors que l'année 2022 a enregistré des sorties nettes de capitaux, à hauteur de 99 M USD). Les observateurs attribuent cette situation à l'insécurité juridique et la faible transparence en matière de gouvernance (en lien avec la concentration des pouvoirs) ainsi qu'à l'absence de politiques publiques, au-delà du Bitcoin, et ce en dépit de l'amélioration de la situation sécuritaire.

Les touristes internationaux ont apporté 3,8 Mds USD de devises en 2023. Ce chiffre, supérieur aux prévisions de 3,6 Mds USD du Ministère du Tourisme, représente une hausse de 43 % par rapport à 2022. Le nombre de visiteurs a progressé de 33 % g.a., à 3,4 M, dont 43 % en provenance des Etats-Unis.

Guatemala

Le président élu, Bernardo Arevalo, a dévoilé son gouvernement. A compter de lundi prochain, le ministère des finances sera dirigé par Jonathan Menkos, économiste du développement et ancien responsable du cercle de réflexion ICEFI. Le ministère de l'économie aura à sa tête Gabriela Garcia-Quinn, consultante en développement international, tandis que celui des infrastructures (CIV) revient à Jazmin De La Vega, architecte spécialisée en droit environnemental.

L'année 2023 clôture sur une inflation à 4,18 %. Bien que ce chiffre soit au centre de la cible de Banque centrale (4 % \pm 1 pp), certains postes de dépenses continuent d'afficher des niveaux d'inflation annuelle élevés en décembre (+8,48 % pour les produits alimentaires ou encore +8,68 % pour le poste hôtellerie & restauration). A la faveur du recul des prix des combustibles, le poste transports enregistre en revanche un recul des prix de 10,88 % g.a.

Le Guatemala rejoint l'accord de libre-échange Amérique centrale / Corée du Sud. Cet accord signé entre le reste de la région et le pays asiatique en 2018, n'avait à l'époque pas recueilli la signature du Guatemala, en raison de craintes concernant la protection de ses secteurs agricole et industriel. En 2022, le Guatemala a importé pour 390 MUSD de produits coréens (diversifiés), tandis qu'il exportait 163 MUSD vers ce pays (ferronickel et café notamment).

En dépit de la sécheresse, la récolte sucrière 2023/2024 devrait atteindre 60 Mt. Ce chiffre se situerait autour de la moyenne des dernières années, malgré les pluies faibles

et tardives de l'été 2023. En 2022, les exportations du secteur (soit 60 % de la production totale) ont rapporté près de 800 MUSD de devises.

Honduras

Les réserves de change ont reculé de 866 M USD en 2023. Cette chute est la première enregistrée au cours des dix dernières années, et porte ainsi les réserves à 7,56 Mds USD à fin 2023. La couverture des importations par les réserves est ainsi passée de six mois fin 2022 à cinq mois fin 2023.

Le salaire minimum pourrait augmenter de 5,19 % en 2024. Ce chiffre correspond au niveau de l'inflation domestique à fin 2023 et constitue traditionnellement la base de négociation des partenaires sociaux, réunis sous l'égide du Secrétariat au travail et à la sécurité sociale. Des rattrapages pourraient cependant intervenir, le salaire minimum s'échelonnant actuellement de 726 à 1406 HNL par mois en fonction du secteur et de la taille de l'entreprise.

Nicaragua

Le salaire minimum dans les zones franches progresserait de 8 % cette année. Il atteint ainsi désormais 238,8 USD mensuels et concerne près de 137.000 salariés, notamment dans les secteurs du textile, de l'agro-industrie et des centres d'appels. L'accord entre partenaires sociaux prévoit d'ores et déjà de nouvelles hausses pour les prochaines années : +7 % en 2025 et +6,7 % en 2026 comme 2027.

Le tourisme a rapporté 600 M USD en 2023. Les dépenses quotidiennes par personne ont fortement progressé par rapport à 2022, passant de 41 à 48 USD. Les touristes centroaméricains représentaient un tiers des visiteurs, devant ceux en provenance d'Amérique du Nord (21 %).

Panama

Suite à l'incident survenu lors d'un vol d'Alaska Airlines, l'agence fédérale américaine de l'aviation a ordonné l'immobilisation des modèles Boeing 737 MAX 9, entraînant l'immobilisation par Copa Airlines, compagnie aérienne panaméenne, de 20 de ses avions (soit environ ¼ de sa flotte). De nombreuses annulations et retards sont à déplorer alors que la compagnie dessert 88 destinations, notamment en assurant les liaisons entre les pays d'Amérique Centrale et l'Amérique du Sud. Le Panama est aussi la principale porte d'entrée des vols européens et nordaméricains vers l'Amérique Centrale.

La Ministre du travail a annoncé la revalorisation du salaire minimum de 4,5 % pour les salariés des petites entreprises, de 6 % pour les salariés des grandes entreprises et de 7 % pour les employés du secteur bananier, pour la période 2024 à 2026. Le nouveau salaire minimum moyen est de 636,8 USD. Cette mesure entrera en vigueur dès le premier salaire de janvier 2024 pour les zones urbaines et rurales du pays. Le gouvernement a décidé de cette revalorisation en simplifiant le processus d'ajustement qui touche les 53 salaires minimums régissant 73 activités économiques et divisés en deux entre les zones urbaines et celles rurales. Cette décision a été prise en dehors du cadre tripartite de la Commission Nationale du Salaire Minimum,

puisque le patronat n'a pas souhaité présenter de hausse après les perturbations sociales de juillet 2022 et novembre 2023 ayant ralenti l'activité économique.

Caraïbes

Cuba

Annoncé fin décembre 2023, le nouveau « plan d'ajustement économique » vise à réduire le déficit budgétaire, à travers des réformes dans le secteur énergétique notamment. A partir du 1^{er} février, le prix du litre d'essence passera de 25 pesos cubains (20 centimes de dollar) à 132 pesos (+ 428 %) et le prix du super passera de 30 à 156 pesos cubains (+420 %). En parallèle, 28 stations de service (sur 613 dans le pays) commenceront à vendre le carburant uniquement en devises. Le gouvernement a également confirmé une hausse de 25 % de l'électricité pour les consommateurs dépassant les 500 kwh, ainsi qu'une augmentation du prix du gaz liquéfié. Ce dernier augmentera de 45 pesos cubains (+ 25 %) afin de supprimer la subvention à l'importation. Avec une inflation de 30 % en 2023, ces mesures pénalisent lourdement le pouvoir d'achat de la population cubaine.

Haïti

78,7 % des professionnels évoluant dans l'économie haïtienne n'ont pas confiance en l'amélioration de la situation du pays en 2024. Selon les résultats d'un sondage d'opinion « Baromètre économique et financier 2024 (BEF 2024) » élaboré par la firme de consultation ProEco Haïti, un échantillon de 336 professionnels, travaillant directement ou indirectement dans les domaines de l'économie, de la finance et des politiques publiques, soutiennent que l'insécurité et l'incertitude politique seront les principaux obstacles à la croissance de l'économie haïtienne en 2024. Selon les professionnels interviewés la prolifération des groupes armés et l'instabilité politique ont été les facteurs clés qui ont empêché l'économie haïtienne d'atteindre la croissance prévue par le gouvernement haïtien en 2023 et qui se prolongera en 2024.

République Dominicaine

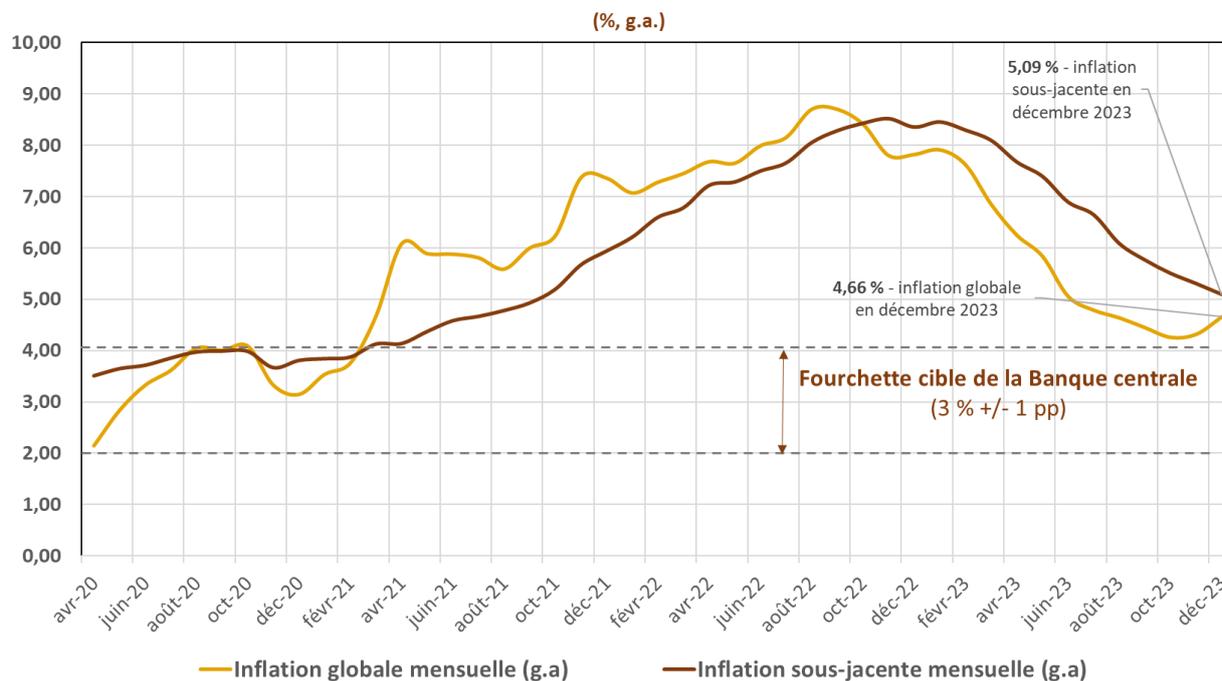
L'agence de notation *Standard & Poor's* (S&P) a confirmé la notation de crédit de la République dominicaine à BB. Avec une perspective de risque stable, l'agence de notation apprécie le renforcement des institutions gouvernementales, qui se traduit par la capacité à maintenir une croissance économique stable, l'amélioration de la planification budgétaire et de la gestion de la dette publique. La notation de crédit de l'État dominicain est passée de « BB- » à « BB », soit la meilleure évaluation de crédit obtenue par le pays. S&P précise que l'un des aspects qui favoriserait une nouvelle amélioration de la note serait la capacité à mettre en œuvre des réformes qui amélioreraient la planification budgétaire et la planification de la dette, conduisant à une réduction des déficits budgétaires.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Prévision FMI 2023	Prévision FMI 2024	Dettes publiques (% PIB, 2023, prév FMI)	Inflation (fin 2023, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,1	1 414,1	- 8 %	4,7 %	3,1 %	1,8 %	1,6 %	55,6 %	5 %	11,25 %
Belize	0,4	3,0	-13,4 %	15,2 %	11,4 %	3 %	2,0 %	60,4 %	3,1 %	2,25 %
Costa Rica	5,2	68,4	-4,3 %	7,8 %	4,3 %	2,7 %	3,2 %	63,5 %	3,9 %	6,50 %
Guatemala	18,7	93,7	-1,8 %	8 %	4,0 %	3,4 %	3,5 %	28,6 %	6,4 %	4,75 %
Honduras	10,3	31,5	-9 %	12,5 %	4 %	3,7 %	3,5 %	n/d	6,4 %	3,00 %
Nicaragua	6,6	15,8	-1,8 %	10,3 %	4,0 %	3,0 %	3,3 %	44,5 %	6,1 %	7,00 %
El Salvador	6,3	31,6	-8,2 %	10,3 %	2,8 %	2,4 %	1,9 %	76,1 %	2,5 %	--
Haïti	12,1	20,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	0,3 %	1,2 %	20,3 %	44,5 %	10,00 %
Jamaïque	2,7	16,0	-9,9 %	4,6 %	4,0 %	2,2 %	2 %	77,9 %	5,5 %	7,00 %
Panama	4,3	72,0	-18 %	15,3 %	10 %	5 %	4 %	54,3 %	3,1 %	--
République Dominicaine	10,6	112,5	-6,7	12,3 %	5 %	4,3 %	5 %	58,3 %	5,7 %	7,75 %
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

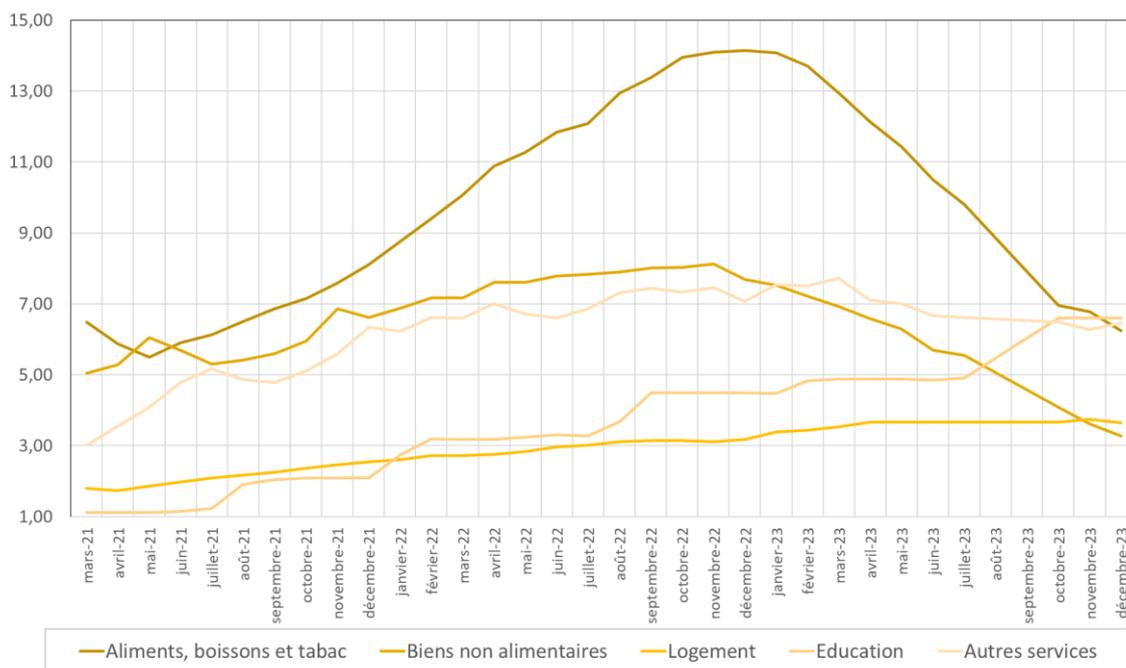
-Annexe Graphique Mexique -

INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE



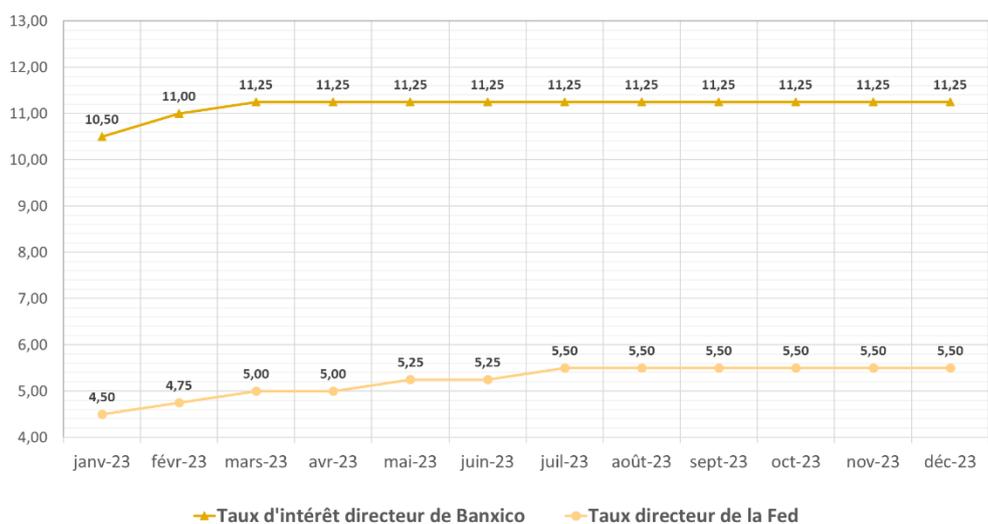
Source : Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie

EVOLUTION DES COMPOSANTES DE BASE DE L'INFLATION (%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)

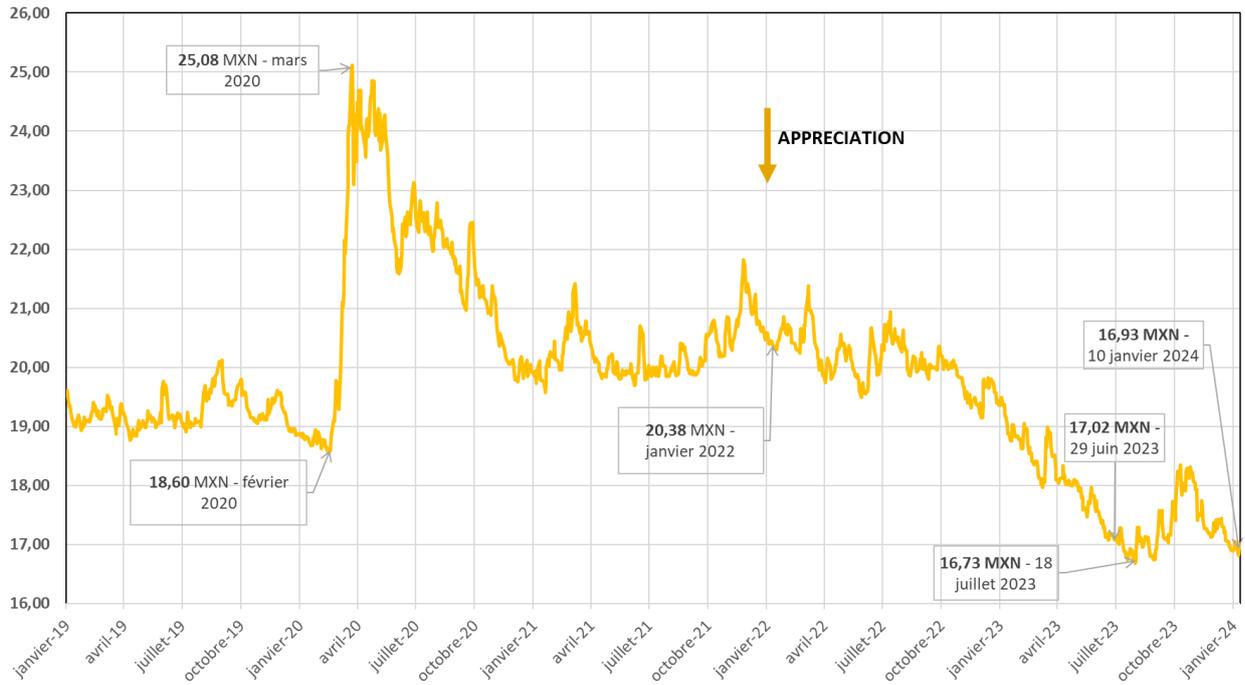


date	Taux d'intérêt directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel de taux entre Banxico et la Fed (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve fédérale américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

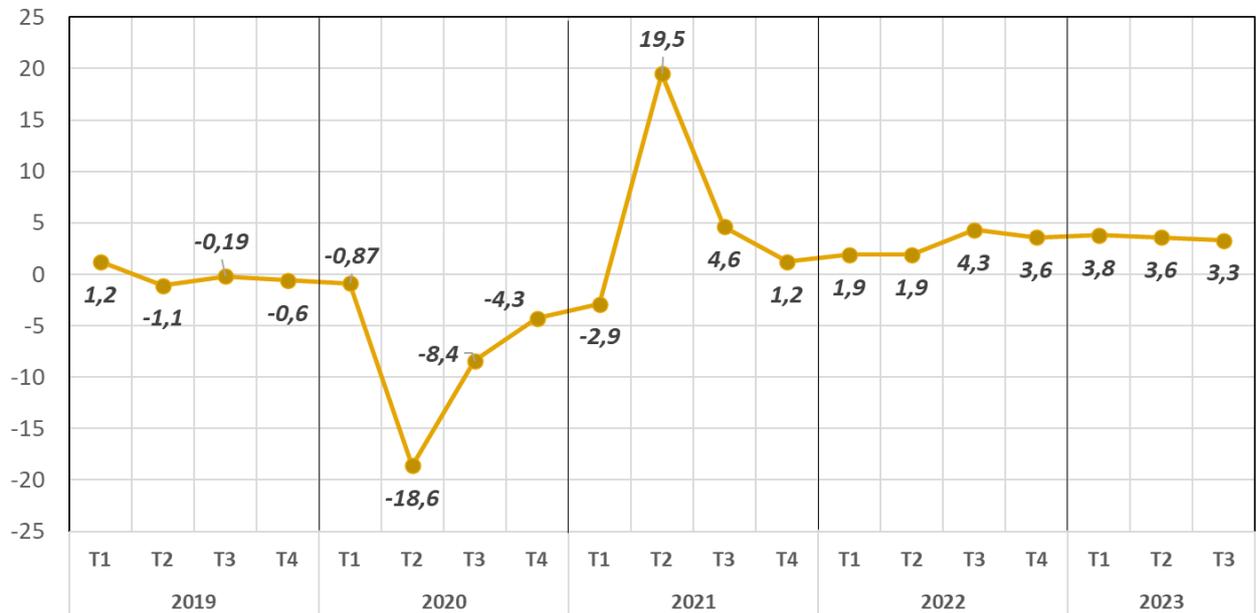
(MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

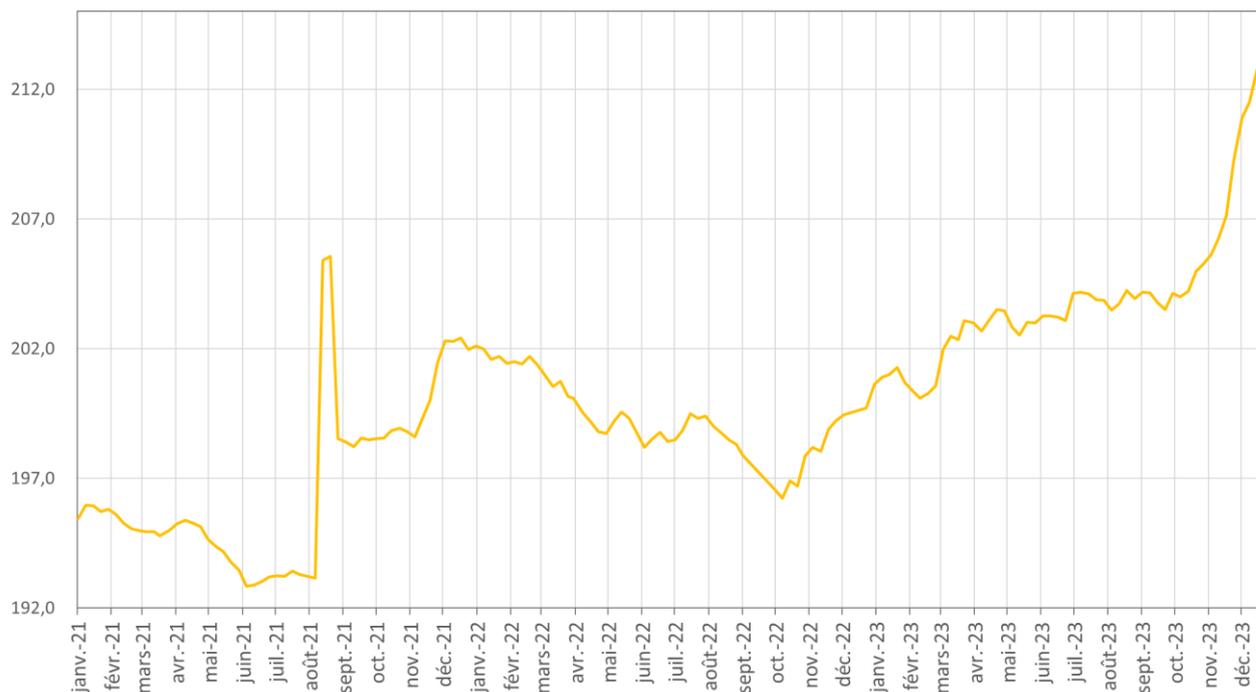
TAUX DE CROISSANCE DU PIB

(%, glissement annuel)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr